

## CONJONCTURE ECONOMIQUE Juin 2023

Les conditions climatiques difficiles marquées par la poursuite de la sécheresse pour la quatrième année consécutive et le ralentissement de l'économie mondiale avec la persistance de l'inflation ajoutés aux contraintes structurelles auxquelles est confrontée l'économie tunisienne ont marqué les réalisations du premier semestre 2023, notamment avec la faiblesse de la croissance du PIB et la poursuite de la baisse de l'investissement, le niveau élevé du chômage et les difficultés de mobilisation des ressources extérieures pour le financement de la balance des paiements et du budget de l'Etat.

Les développements qui suivent explicitent ces évolutions au niveau des différents agrégats.

### 1. La production : Un ralentissement de la croissance sous l'effet du ralentissement de l'économie mondiale mais aussi de facteurs endogènes

Selon les estimations préliminaires des comptes nationaux trimestriels, le PIB aurait enregistré en glissement annuel une croissance en volume (corrigé de l'effet des variations saisonnières) de 0,6 % au cours du deuxième trimestre de l'année en cours, par rapport au même trimestre de 2022, en repli par rapport à la croissance du trimestre précédent (révisée à 1,9 %, contre 2,1% initialement). En termes de variations trimestrielles, le PIB en volume a connu une évolution négative de -1,3 %, alors qu'il avait augmenté de 0,7 % au cours du trimestre précédent.

Au total, compte tenu de cette évolution, la croissance du PIB sur l'ensemble du premier semestre 2023 se situerait à 1,2%.

Croissance du PIB en%	2022				2023	
	I	II	III	IV	I	II
Glissement annuel	2.3	2.7	3.0	1.8	1.9	0.6
Variation trimestrielle	0.5	0.0	0.5	0.7	0.7	-1.3

Cette évolution du PIB s'explique notamment par la consolidation du rythme de croissance du secteur du tourisme (17.5%) et des transports (4.8%), la résistance du secteur des industries mécaniques et électriques (5.0%,) à l'effet du fléchissement de l'activité observé dans la zone Euro, contrairement au secteur du textile, habillement et cuir dont la valeur ajoutée diminue légèrement de 1.1% après la croissance soutenue observée depuis le premier trimestre de 2022 (une croissance comprise entre 10.4% et 16.4% par trimestre). En revanche beaucoup d'autres secteurs enregistrent une croissance négative élevée tel que l'agriculture et la pêche (-12.5%), le raffinage de pétrole (-61.5%), l'extraction des produits miniers (-14.1%) et la construction (-5.4%).

La croissance s'inscrit donc sur un sentier faible qui s'explique certes par des facteurs conjoncturels, internes et externes (ralentissement de la croissance mondiale, sécheresse.) mais aussi par des facteurs structurels dont notamment la baisse de la croissance potentielle résultant du niveau faible de l'investissement et l'érosion de la classe moyenne à cause de l'augmentation excessive et continue du coût de la vie et la baisse du pouvoir d'achat.

Pour le reste de l'année 2023, la croissance risque de *baisser* encore sous l'effet du ralentissement, de l'activité économique mondiale et de l'impact de la sécheresse et surtout de l'effet de la chaleur exceptionnelle observée cet été sur certaines cultures. Ceci est corroboré notamment par la

croissance faible des importations de biens de consommation (3.6%) dont celles destinées à la réexportation.

Selon la mise à jour des perspectives de l'économie mondiale du FMI en juillet 2023, la croissance dans la zone Euro devrait ralentir, passant de 3,5 % en 2022 à 0,9 % en 2023, puis remonter à 1,5 % en 2024 soient des taux faibles pour appuyer une croissance plus élevée en Tunisie.

Pour la Tunisie, le scénario de référence du FMI de mars 2023 anticipe une forte chute de la croissance économique à 1,3% en 2023. Ce taux risque de ne pas se réaliser compte tenu du fléchissement de la croissance de -1.3% en moyenne au 2<sup>e</sup> trimestre et 0.6 % en glissement annuel.

## 2. Le marché de l'emploi : Le taux de chômage demeure élevé

Au deuxième trimestre de 2023, la population active s'inscrit en hausse, s'établissant à 4096 mille individus contre 4080.5 mille au deuxième trimestre de 2022, soit une hausse de 13.5 mille individus.

Le nombre des occupés a augmenté de 3.5 mille pour s'établir à 3457,9 mille au deuxième trimestre de l'année 2023 contre 3454.4 mille au deuxième trimestre de 2022.

Cette population est répartie inégalement entre les deux sexes, soit 71,8 % de la population active occupée pour les hommes et 28,2 % pour les femmes.

Le taux de chômage s'élève à 15,6 % au deuxième trimestre contre 15,3% au deuxième trimestre de 2022. Selon le sexe, le taux de chômage reste nettement plus élevé pour les femmes (21,1 %) que pour les hommes (13,2%).

Selon l'âge, 38,1 % des personnes actives âgées de 15 à 24 ans sont au chômage contre 37,2 % au deuxième trimestre de 2022. Le taux de chômage est de 39,2 % chez les jeunes hommes et de 35,8 % chez les jeunes femmes.

Le taux de chômage des diplômés de l'enseignement supérieur atteint 23,7 % au deuxième trimestre de l'année 2023 (contre 23,1 % au premier trimestre de l'année et 22,8 % au deuxième trimestre de 2022). Ce taux est de 14,9 % chez les hommes et de 31 % chez les femmes.

## 3. L'investissement continue de baisser avec quelques signes d'amélioration

L'investissement ne connaît encore pas, durant le premier semestre de 2023, l'augmentation attendue. Ceci se reflète notamment au niveau de l'évolution des importations des biens d'équipement, qui augmentent de 4.7% par rapport au niveau du premier semestre de 2022, ce qui signifie, compte tenu de l'inflation, une baisse en terme réel (le taux d'inflation annuel de l'Union Européenne est de 6.4% en juin 2023).

Cette situation est liée également au niveau limité de la liquidité dans le secteur bancaire, en relation avec l'augmentation des emprunts bancaires de l'Etat sous forme de bons de trésor exerçant un effet d'éviction du secteur privé. Ceci en plus des niveaux élevés des taux d'intérêt en liaison avec la poursuite du resserrement de la politique monétaire pour lutter contre l'inflation.

Par ailleurs, le premier semestre a été marqué par quelques signes d'amélioration qui concernent d'abord les investissements déclarés dans le secteur industriel qui connaît une dynamique au niveau des secteurs orientés vers l'exportation et plus particulièrement le secteur des industries du textile et habillement et le secteur des industries mécaniques et électriques en relation avec la relocalisation vers la Tunisie des entreprises européennes qui étaient orientées vers l'Ukraine.

Durant les six premiers mois de l'année 2023, l'investissement déclaré dans le secteur industriel a atteint le montant de 1409.1 MD, contre 1041.7 MD lors des six premiers mois de l'année 2022, enregistrant ainsi une augmentation de 35.3 %.

Les secteurs qui ont connu des augmentations aux niveaux des investissements déclarés sont : Le secteur des industries des matériaux de construction, de la céramique et du verre (+260.5%), le secteur des industries mécaniques et électroniques (+20.6%) Le secteur des industries chimiques (+130.9%), le secteur des industries du textile et de l'habillement (+103.2%) et le secteur des industries diverses (+21.4%

Cette évolution augure d'une reprise des investissements industriels, pourvu que l'environnement des affaires s'améliore notamment au niveau des formalités administratives et du cadre réglementaire.

L'autre facteur favorable observé durant les cinq premiers mois se rapporte aux IDE qui augmentent de 9.9%. Etant rappelé que pour le secteur manufacturier les IDE ont progressé de 28.2 % au cours du premier trimestre de 2023.

#### **4. L'inflation : Poursuite de la détente graduelle de l'inflation mais elle continuera à être élevée**

Le taux d'inflation continue à se situer, en juin 2023 à un niveau élevé de 9,3% contre 8.1 une année auparavant et ce en dépit de la décélération du rythme d'augmentation observée des prix entre juin et mai de cette année comparé à la même période de l'année dernière.

Ce niveau élevé de l'inflation se situe notamment au niveau de l'alimentation dont les prix augmentent de 15,2% sur un an. Cette hausse provient principalement de l'augmentation des prix des viandes ovines de 36,3%, des viandes des volailles de 28,4%, des œufs de 27,5%, des huiles alimentaires de 21,8% et des viandes bovines de 21,3%.

Les prix des produits manufacturés augmentent de 8% sur un an en raison de la hausse des prix des matériaux de construction de 6,8%, des produits de l'habillement de 9,7% et des produits d'entretien courant du foyer de 9,4%.

Pour les services, l'augmentation des prix est de 6,4% sur un an, principalement expliquée par la hausse des prix des services des restaurants, cafés et hôtels de 10,3%, des services de transport public et privé de 16.9% et des services financiers de 20.7%.

Les prix des produits libres (non encadrés) augmentent de 10,7% sur un an, les prix des produits encadrés augmentent quant à eux de 4,9% et les produits alimentaires libres ont connu une hausse de 17,8% contre 0,8% pour les produits alimentaires à prix encadrés.

La détente graduelle de l'inflation se poursuivra pour le reste de l'année, mais les risques haussiers demeureront relativement élevés.

En effet, bien que les prix de gros de l'énergie ou des matières premières baissent leur répercussion sur le portefeuille des ménages et sur l'inflation d'autres secteurs (qui utilisent de l'énergie continuent de se faire sentir.

A l'échelle mondiale, l'inflation globale, selon les dernières prévisions du FMI, devrait passer d'une moyenne annuelle de 8,7 % en 2022 à 6,8 % en 2023, puis 5,2 % en 2024, soit des taux supérieurs à ceux enregistrés avant la pandémie (2017–19), qui étaient d'environ 3,5 %

De manière générale, l'inflation se révèle plus persistante que prévu, en particulier dans les pays avancés, pour lesquels les prévisions ont été revues à la hausse de 0,3 point de pourcentage pour 2023 et de 0,4 point de pourcentage pour 2024 par rapport à l'édition d'avril 2023.

### 5. Les échanges commerciaux : Ralentissement du rythme de croissance des deux termes de la balance commerciale.

Les statistiques du commerce extérieur pour le premier semestre de l'année 2023 montrent que les exportations ont augmenté de 10% contre 24,6% aux prix courant durant la même période en 2022 alors que les importations accusent une baisse de -0,6% contre une augmentation de 32,4% durant la même période de 2022.

Il en découle un allègement du déficit commercial pour s'établir à un niveau de -8686,9 MD contre -11775,5 MD durant le premier semestre de l'année 2022 et une amélioration du taux de couverture qui gagne 7,6 points par rapport à la même période de l'année 2022 pour s'établir à 78,3% comme le montre le tableau :

1 <sup>er</sup> semestre en MD	2021	2022	2023	2022/21	2023/22
Exportations	22 825.6	28 432.4	31 271.0	24.6%	10.0%
Importations	30 373.2	40 207.9	39 957.9	32.4 %	-0.6%
Déficit commercial	7 547.6	11775.5	8 686.9		
Taux de couverture	75.2%	70.7%	78.3%		

L'augmentation observée au niveau des exportations (+10%) durant le premier semestre de l'année 2023 concerne le secteur des industries agro-alimentaires qui ont augmenté de 9,3%, le secteur des textiles, habillement et cuirs de 13,7%, les industries mécaniques et électriques de 18,6%. En revanche, les exportations du secteur de l'énergie ont baissé de 31,5% et celles des mines, phosphates et dérivés de 3,4%.

Accroissement (en %)	Six mois 2022	Six mois 2023
Industrie agro-alimentaire	29.1	9.3
Textile habillement et cuir	23.0	13.7
Industrie mécanique et électrique	12.7	18.6
Mines, phosphate et dérivés	87.6	-3.4
Energie	85.7	-31.5
<b>Total exportations</b>	<b>24.6</b>	<b>10.0</b>

Le repli observé au niveau des importations (-0,6%) provient de la baisse enregistrée au niveau des importations des produits énergétiques (-0,9%) et des matières premières et demi-produits (-4,2%), en relation faiblement notamment des cours mondiaux de l'énergie et des matières premières après les niveaux records atteint en 2022. Tandis que les importations des biens d'équipement et de consommation ont augmenté faiblement respectivement de (+4,8%) et (+3,6%) en raison du niveau de l'investissement et du ralentissement de la croissance.

Accroissement en %	Six mois 2022	Six mois 2023
Energie	85.7	-31.5

Matières premières et demis produits	35.5	-4.2
Alimentation	49.4	-3.5
Biens de consommation	13.7	3.6
Biens d'équipement	8.7	4.8
<b>Total importations</b>	<b>32.4</b>	<b>-0.6</b>

Par région, le déficit de la balance commerciale de 8686,9 MD provient principalement du déficit enregistré avec certains pays, tels que la Chine (-4067,7 MD), la Russie (-2893,4 MD), l'Algérie (-2164 MD) et la Turquie (-1527,5 MD).

En revanche, le solde de la balance commerciale des biens a enregistré un excédent avec d'autres pays, principalement la France (2896,5 MD), l'Allemagne (1725,7 MD), l'Italie (406,5 MD) et la Libye (1029,5 MD).

D'autre part, il est à noter que le déficit de la balance commerciale hors énergie se réduit à -3795,1 MD et que le déficit de la balance énergétique s'établit à -4891,8 MD (56% du déficit total) contre -4224,6 MD durant le premier semestre de l'année 2022.

## 6. La situation de la balance des paiements connaît une certaine détente au niveau des opérations courantes

L'on relève la poursuite de la réduction graduelle du déficit courant qui s'est établie à -2,2% du PIB, à fin mai 2023, contre -4,6% un an auparavant. Cette évolution a été soutenue par la contraction du déficit commercial (-8.102 MDT contre -9.930 MDT à fin mai 2022) malgré le creusement du déficit énergétique (-4.684 MDT, soit près de 58% du déficit total) d'une part, et l'amélioration des recettes touristiques et des revenus du travail, d'autre part.

Cinq mois En MD	2022	2023	2023/22
Transport	1 379.8	2 177.2	57.8%
Dont redevance gaz	439.3	985.2	124.0%
Recettes touristiques	1087.9	1 716.5	57.7%
Revenus du travail	3 310.3	3 562.3	7.6%

En dépit de la baisse du déficit courant, l'équilibre général de la balance des paiements s'est soldé, durant les cinq premiers mois par un déficit, qui s'est traduit par des pressions sur les réserves de changes qui se sont établies, à fin juin 2023, à 22 794 MD ou 98 jours d'importation, contre 24 179 MD fin juin 2022 ou 122 jours d'importation.

Cette évolution s'explique par les difficultés de mobilisation des ressources de financement sous forme d'emprunts extérieurs. Ceci met en évidence l'urgence de conclure l'accord de financement avec le FMI et partant la mobilisation d'importantes ressources dans le cadre de la coopération bilatérale et multilatérale, surtout que la balance des paiements risque d'être soumise à de sérieuses contraintes durant les prochains mois découlant notamment des besoins prévisibles d'importation (céréales, matières premières...) et des échéances importantes de remboursement des dettes extérieures

## 7. Le budget de l'Etat connaît une certaine détente temporaire mais les difficultés de mobilisation des ressources de financement extérieures se poursuivent.

Les dernières statistiques disponibles sur l'exécution du budget de l'Etat, pour les trois premiers mois 2023, font ressortir une évolution favorable des recettes de l'Etat (+ 14.7%), notamment au niveau des recettes non fiscales (957.1 MD contre 641.1 MD durant la même période de 2022) et une hausse des dépenses de 3.1% % entraînant un excédent budgétaire de l'ordre 1495.6 MD durant les trois premiers mois de 2023 contre 276.4 MD M durant la même période de 2022.

En MD	3 mois 2022	3 mois 2023	variations	Rappel loi des finances	
			(En %)	2023	
Ressources de l'Etat	9 337.9	10 713.2	14.7	46 424.0	13.
-dont :					
Recettes fiscales	8 571.7	9 756.1	13.8	40 536.0	14.3
Dépenses de l'Etat	8 936.5	9 217.6	3.1	53 921.0	6.7
-dont :					
Dépenses d'intervention	1 799.6	1 707.3	-5.1	17 221.7	-4.0
Dépenses d'investissement	560.0	628.6	12.3	4 692.5	3.3
Solde budgétaire hors privatisation	276.4	1 495.6		8 507.2	

L'augmentation des recettes est due à une progression de 13.8% des recettes fiscales qui s'explique notamment par une nette amélioration de 14.9% en rythme annuel des impôts indirects dont la TVA qui totalise 2540.2 MD.

Pour ce qui est des dépenses de l'Etat, l'on note notamment une baisse des dépenses d'intervention de 5.1% après une augmentation de 15.5% durant la même période de 2022, alors que les investissements de l'Etat augmentent de 12.3%.

L'augmentation des dépenses (3.1%) ne reflète pas toutefois la situation réelle de l'économie du pays, car plusieurs créanciers de l'Etat ne sont pas encore payés. À titre d'exemple sur les 8.832 MD de compensation prévus dans la loi de finances 2023, seulement 1.248,5 MD ont été dépensés (moins du 1/7 du montant total), 42.900 dinars pour les produits de base, 1.038,6 MD pour les carburants et 167.000 dinars pour le transport.

Pour ce qui est du financement, les réalisations des trois premiers mois ont été marquées par une forte baisse des crédits extérieurs passant de 1568 MD en 2022 à 374.5 MD en 2023. L'appui budgétaire s'est limité à 225.8 MD.

Les crédits intérieurs mobilisés s'élèvent à 714.9 MD durant le premier trimestre de 2023 mois (contre 1273.3MD une année auparavant). Etant rappelé que la Tunisie a réussi à mobiliser en février, un montant de 715 MD, au titre de la première tranche de l'emprunt obligataire national pour l'exercice 2023

## 8. Le secteur monétaire et financier.

Les indicateurs monétaires, durant le premier semestre, sont marqués par le niveau de l'activité, et les contraintes au niveau du financement du budget de l'Etat résultant du retard dans la mobilisation des ressources extérieures de financement.

Ainsi les billets et monnaie en circulation progressent de 15.8%. Le refinancement de la BCT enregistre une augmentation de l'ordre de 40.6% qui est expliquée par un niveau limité de la liquidité dans le secteur bancaire, et ce en parallèle avec l'augmentation des emprunts bancaires de l'Etat sous forme des bons de trésor.

Les créances sur l'Etat sont marquées ainsi par une augmentation de l'encours des bons de trésor qui s'élève à 24 Milliards de dinars au 30 juin 2023 avec une augmentation 121.9% de l'encours des bons de trésor à court terme et une légère baisse de 0.1% de l'encours des bons de trésor assimilables.

MD	Billets	Refinancement	Bons de trésor	Devises	€/DT	\$/DT
30/03/2022	17 536	11 451	19 785	24 179	3.2589	3.0998
30/03/2023	20 315	16 095	24 047	22 793	3.3761	3.0889
Evolution en %	15.8	40.6	21.5	-5.6	3.6	-0.3

## Conclusion

Durant le premier semestre de 2023, une certaine détente est observée au niveau du solde courant de la balance des paiements et de l'équilibre du budget de l'Etat ainsi que quelques signes d'amélioration au niveau de l'évolution des IDE et des déclarations dans le secteur des industries manufacturières, Mais cela ne doit pas occulter la persistance de certaines difficultés dont notamment :

- La croissance s'inscrit sur un sentier faible qui s'explique certes par des facteurs conjoncturels, internes et externe (ralentissement de de la croissance mondiale, sécheresse.) mais s'explique aussi par des facteurs structurels dont notamment la baisse de la croissance potentielle résultant du niveau faible de l'investissement et l'érosion de la classe moyenne en relation avec de l'augmentation excessive et continue du cout de la vie et la baisse du pouvoir d'achat.

La plus grande priorité, reste toujours la stimulation de l'investissement, principal moteur de la croissance, du renforcement de l'épargne nationale et de la création d'emplois. Ceci requiert la mise en œuvre de grandes réformes de l'administration et de restructuration des entreprises publiques et l'amélioration du climat politique et social pour favoriser l'anticipation et améliorer l'attractivité du pays.

- L'augmentation du taux de chômage dont le niveau dépasse déjà celui de certains pays voisins dans le sud de la méditerranée, notamment parmi les jeunes et les diplômés du supérieur.
- Les difficultés de mobilisation des ressources extérieures de financement qui risquent de poser de sérieux problèmes durant les prochains mois au niveau de l'équilibre de la balance des paiements et du budget de l'Etat et au niveau du remboursement de la dette extérieur, surtout que la détente observée au niveau du budget de l'Etat et de la balance des paiements a plutôt un caractère temporaire.

---

Mots clés : conjoncture économique Tunisie, Bulletin de conjoncture du 1<sup>e</sup> semestre 2023